



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

**Discours prononcé par Lawrence Schembri
sous-gouverneur à la Banque du Canada
Atlantic Institute for Market Studies
Halifax (Nouvelle-Écosse)
8 novembre 2016**

Du bois jusqu'au Web : évolution passée et perspectives d'avenir des exportations canadiennes

Introduction

Merci de cette aimable présentation. C'est toujours avec grand plaisir que je viens en visite à Halifax. Je remercie également l'Atlantic Institute for Market Studies de m'avoir invité à prendre la parole devant vous aujourd'hui. Vos travaux sur des enjeux économiques et sociaux sont autant de contributions judicieuses au débat public.

Depuis sa fondation, en 1749, Halifax a joué le rôle de lieu de transit privilégié pour les échanges commerciaux du Canada. Grâce à ses vastes installations portuaires, la ville a soutenu l'évolution et l'essor des exportations canadiennes, depuis les produits de la pêche et la fourrure transportés jadis à bord de grands voiliers, jusqu'aux biens industriels et produits de consommation modernes expédiés dans d'immenses porte-conteneurs.

L'apport présent et passé d'Halifax au commerce international du Canada m'a inspiré le thème de mon discours d'aujourd'hui, soit l'évolution et les perspectives des exportations de notre pays. La question à laquelle je vais tenter de répondre est la suivante : quels enseignements tirés de l'histoire de nos échanges extérieurs peuvent nous aider à mieux comprendre notre bilan récent au chapitre des exportations et les perspectives d'avenir?

Cette question se pose avec une acuité particulière aujourd'hui, compte tenu de la reprise plus lente que prévu de la demande mondiale et des exportations canadiennes depuis la Grande Récession de 2008-2009. Les exportations canadiennes ont progressé depuis ce temps à un rythme annuel d'environ 4 %, mais leur croissance reste jusqu'à présent en deçà des niveaux observés lors des reprises passées. Ainsi, les exportations se sont accrues à un rythme annuel proche de 8 % sur des périodes d'une durée comparable, soit les phases de reprise consécutives aux récessions de 1981-1982 et de 1990-1991. Cet écart mérite une attention particulière, car un regain de dynamisme des exportations

Je tiens à remercier Daniel de Munnik, Karyne Charbonneau et Laura Murphy de l'aide qu'ils m'ont apportée dans la préparation de ce discours.

Ne pas publier avant le 8 novembre 2016
à 11 h 5, heure de l'Est

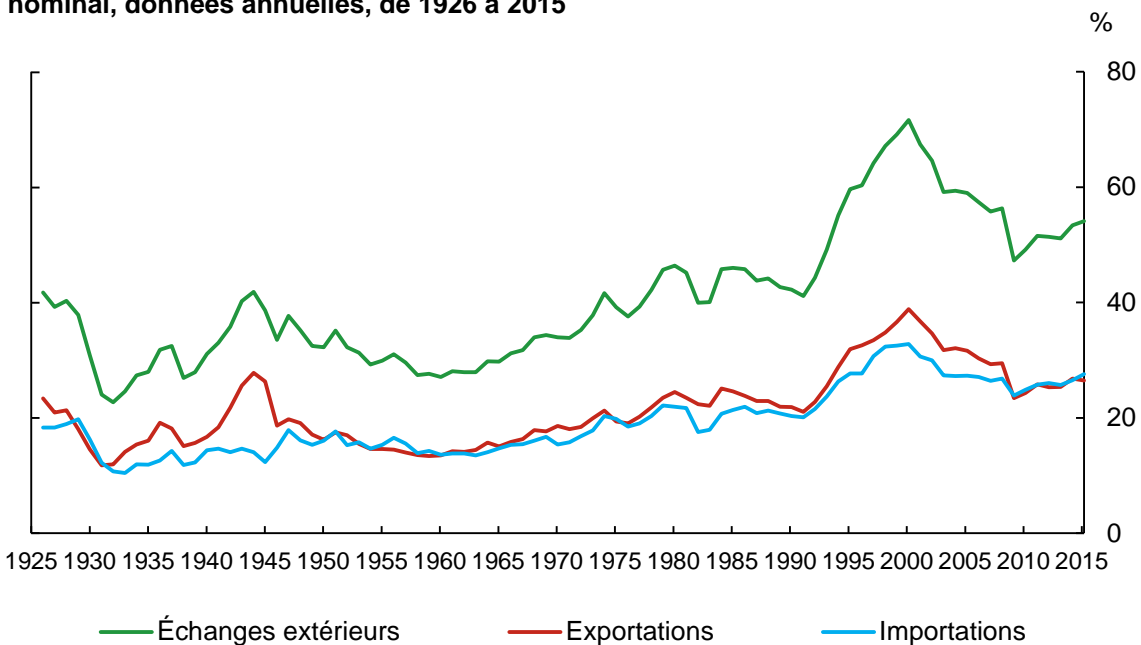
est essentiel pour que l'économie canadienne retrouve une trajectoire de croissance plus durable.

Tout au long de notre histoire, nous avons misé avec succès sur les échanges avec l'étranger, tant les exportations que les importations, pour élever le niveau de vie des Canadiens. Les exportations ont de tout temps constitué une importante source de croissance économique pour le Canada (**Graphique 1**). Les exportations et les importations représentent actuellement environ 65 % de la production du pays, une proportion qui compte parmi les plus élevées des pays du G7 (**Graphique 2**).

Exporter n'est cependant pas une fin en soi, mais un moyen d'acquérir les recettes nécessaires pour payer les importations destinées à la consommation et à l'investissement. De plus, parce qu'il incite les pays à se spécialiser dans la production de biens et de services pour lesquels ils possèdent un avantage comparatif – autrement dit ceux qu'ils peuvent produire relativement plus efficacement –, le commerce est source de bienfaits pour l'économie mondiale.

Graphique 1 : Le commerce international a de tout temps joué un rôle important dans l'économie canadienne

Parts des échanges extérieurs et des importations et exportations de biens dans le PIB nominal, données annuelles, de 1926 à 2015

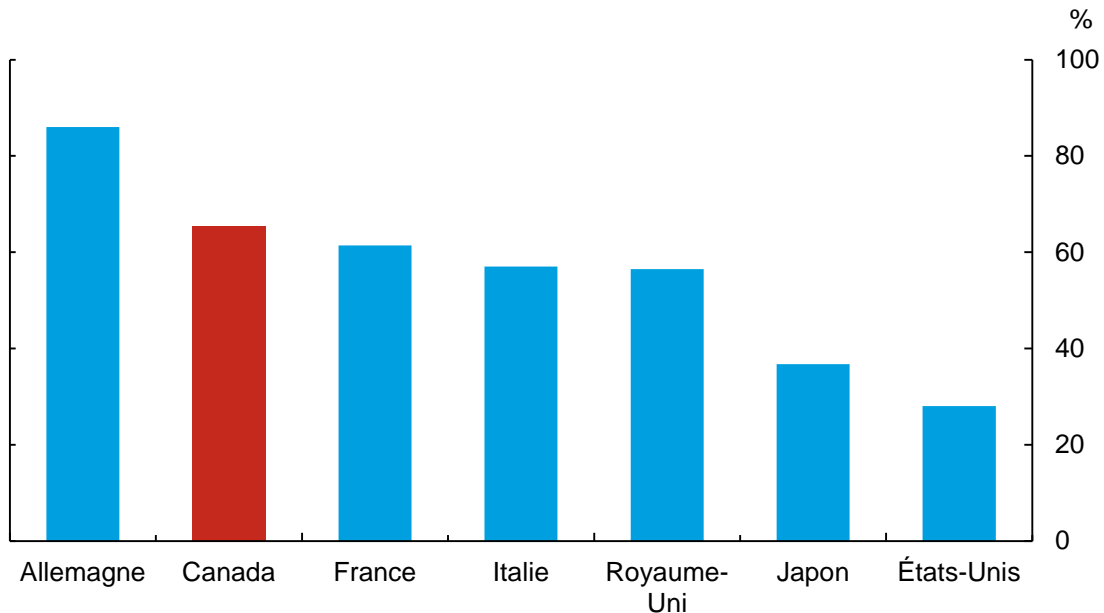


Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

Graphique 2 : Le Canada demeure l'un des chefs de file du commerce international parmi les économies avancées

Part du PIB nominal, total des importations et des exportations des pays du G7, 2015



Sources : base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

En raison de notre géographie, qui nous a dotés de ressources naturelles abondantes et de la proximité du plus important marché du monde, les produits dérivés des ressources destinés aux États-Unis ont historiquement occupé une place prépondérante dans nos exportations. À l'origine grand exportateur de produits primaires – principalement le bois, le blé et d'autres produits agricoles – comptant un nombre limité de partenaires commerciaux, le Canada s'est néanmoins transformé au cours de son histoire en une économie à la fois moderne et bien diversifiée. Nous exportons aujourd'hui une vaste gamme de biens manufacturés comprenant à peu près tout ce qui a des roues – automobiles, camions, avions ou wagons de métro – et un éventail de services Web qui ne cesse de s'élargir. Mais la pérennité de notre succès en tant qu'exportateur dépend de notre capacité de continuer à développer nos exportations et nos marchés.

La capacité reconnue du pays de savoir se retourner pour s'adapter à divers facteurs externes et internes tient, en partie, à nos solides institutions politiques et juridiques ainsi qu'à notre volonté de mettre en œuvre des politiques favorables à l'activité économique et au commerce. J'entends par là des droits de propriété bien définis et des contrats ayant force exécutoire, mais aussi des politiques économiques porteuses de croissance, ce qui englobe les mesures de libéralisation des échanges, ainsi que des politiques budgétaires et financières prudentes. À cela s'ajoutent la politique monétaire axée sur la poursuite d'une cible d'inflation que nous menons ainsi que notre régime de change flexible, qui nous ont aidés à nous adapter aux chocs et à maintenir un taux d'inflation bas,

stable et prévisible, et nous ont fait bénéficier d'une croissance économique soutenue et durable.

Je commencerai par vous présenter le cadre d'analyse simple sur lequel s'appuie mon analyse des principaux facteurs qui ont influencé l'évolution de nos exportations. J'examinerai comment ces facteurs ont influé sur l'évolution de nos exportations et leur destination au cours de notre histoire. Ensuite, j'analyserai les trois phases de l'histoire récente de nos exportations. Enfin, dans la dernière partie de mon exposé, je me pencherai sur les perspectives d'avenir des exportations du Canada et sur la façon dont elles s'insèrent dans les prévisions économiques de la Banque.

Les déterminants des exportations : cadre d'analyse

Pour les besoins de l'analyse, je me reporterai à un cadre qui regroupe trois grands facteurs, souvent liés les uns aux autres, qui influencent le volume, la valeur, la composition et la destination des exportations canadiennes dans le temps, à savoir :

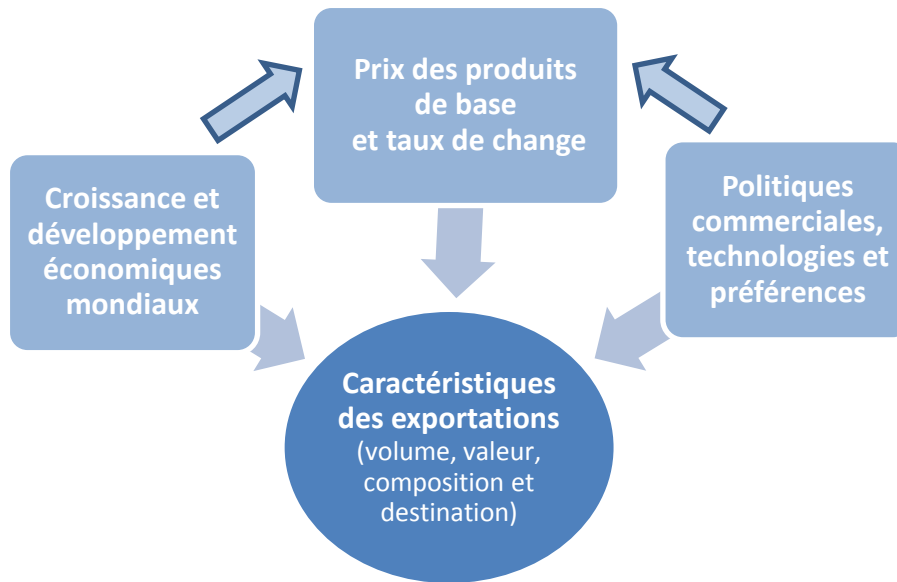
- la croissance et le développement économiques d'autres pays, en particulier nos partenaires commerciaux et nos concurrents;
- les politiques commerciales, y compris les tarifs douaniers et les quotas d'importation, de même que d'autres facteurs d'ordre structurel tels que le progrès technologique et l'évolution des goûts;
- les prix des ressources naturelles ou produits de base et le taux de change (**Figure 1**)¹.

Ces facteurs influent sur les biens et les services que nous vendons à l'étranger, sur les volumes de nos ventes et les prix, ainsi que sur nos destinations d'exportation². À l'aide de ce cadre, examinons maintenant, comment nos exportations et nos partenaires commerciaux ont évolué depuis le début de la Confédération sous l'effet de ces principaux déterminants.

¹ Les variations des facteurs exogènes mentionnés influeraient indirectement sur les prix relatifs des produits de base, mais il convient de citer ces prix, car ils constituent un important canal par lequel l'incidence de ces autres facteurs se transmet aux exportations canadiennes.

² Il est à noter que, dans ce cadre, je fais abstraction des éléments de la théorie traditionnelle du commerce tels que la géographie et la dotation en ressources naturelles, qui, dans les deux cas, restent constantes dans le temps ou varient lentement. La proximité des États-Unis et les ressources naturelles abondantes dont le Canada est doté ont clairement contribué de manière importante à déterminer ce que nous exportons.

Figure 1 : Cadre d'analyse des déterminants des exportations



Les tournants historiques : nos échanges extérieurs et nos partenaires commerciaux

Depuis le début de la Confédération, en 1867, la composition de nos exportations a considérablement évolué (**Graphique 3**), tout comme nos destinations d'exportation. À l'époque où le pays était encore jeune, nous exportions les produits tirés de la forêt et la production de nos fermes³. Il en a été ainsi jusqu'au début du XX^e siècle, où des produits de base comme le minerai de fer, le nickel et le cuivre en sont venus à occuper une place plus importante.

Les deux guerres mondiales ont accéléré deux grandes tendances : les mouvements de population de la campagne vers la ville et le processus de diffusion technologique sous forme de mécanisation et d'électrification. Ces tendances ont facilité le passage à une économie industrielle à vocation exportatrice fondée sur de nouveaux produits de base tels le pétrole et le gaz ainsi que les biens manufacturés.

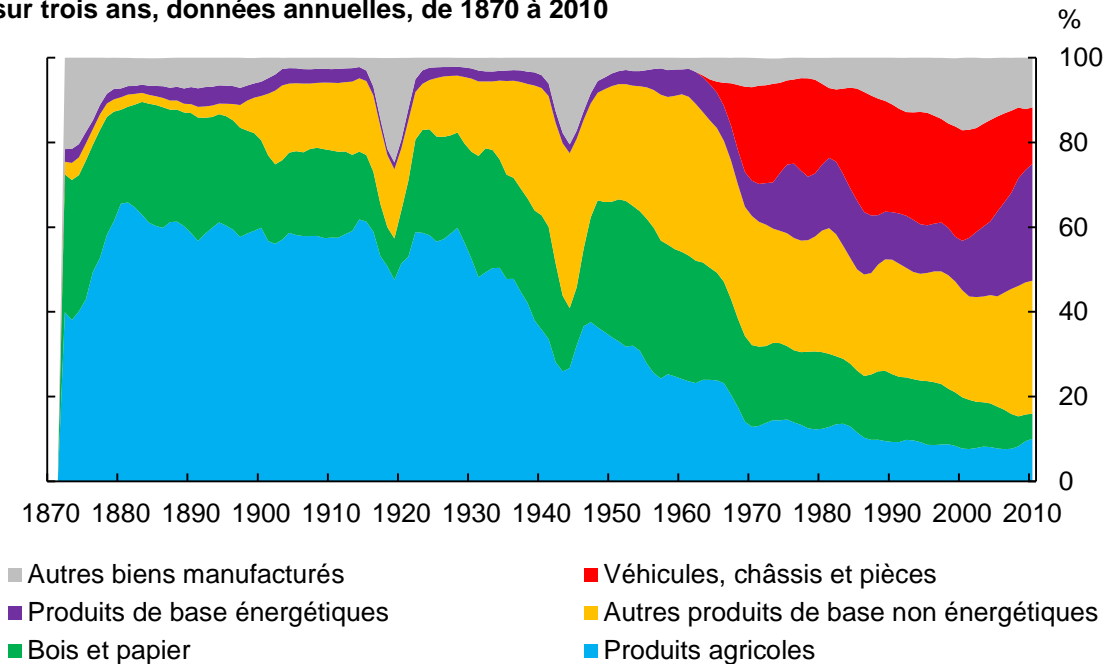
L'évolution sans doute la plus marquante qui a suivi la Seconde Guerre mondiale reste la libéralisation du commerce, un phénomène qui se poursuit jusqu'à ce jour. Le monde a appris à ses dépens le coût du protectionnisme durant la Grande Dépression, alors que le commerce mondial s'effondrait sous l'effet, entre autres, de politiques peu judicieuses telle la loi Smoot-Hawley, loi américaine sur les tarifs douaniers⁴.

³ J. R. Baldwin et R. Macdonald (2012), *Ressources naturelles, termes de l'échange et croissance du revenu réel au Canada : 1870 à 2010*, document de recherche n° 79, Statistique Canada, publication n° 11F0027M au catalogue, avril, p. 27.

⁴ A. E. Safarian (2009), *The Canadian Economy in the Great Depression*, 3^e éd., Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, Carleton Library Series. A pesé également sur la reprise la promulgation de la loi Smoot-Hawley (ou tarif Smoot-Hawley), aux États-Unis, en 1930,

Graphique 3 : La composition des exportations du Canada a évolué tout au long de l'histoire du pays

Part des biens canadiens (en valeur nominale) dans les exportations, moyenne mobile sur trois ans, données annuelles, de 1870 à 2010



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2010

Les traités de libre-échange ont induit des changements profonds au Canada.

Le premier Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), signé en 1947 par 23 pays dont le Canada, a conduit au gel ou à la réduction de plus de 45 000 droits de douane⁵. Grâce à ce traité, ainsi qu'aux cycles de négociations entamés dans le cadre de celui-ci, les exportations mondiales et canadiennes de biens ont été multipliées par plus de sept entre 1948 et 1972.

L'Accord canado-américain sur les produits de l'industrie automobile conclu en 1965, appelé plus communément « Pacte de l'automobile », marque un moment encore plus décisif pour les exportations canadiennes et l'économie du pays⁶.

qui a porté à des niveaux inégalés les droits de douane à l'importation d'un large éventail de produits. À l'instar d'autres pays, le Canada n'a pas tardé à réagir en imposant des droits de douane supplémentaires sur les principaux produits importés des États-Unis. Les importations de produits américains ont reculé de plus de 65 % sur la période de trois années où ces barrières tarifaires ont été en vigueur.

⁵ En 1994, les accords conclus par les 123 pays signataires à l'issue du cycle de négociations dit d'Uruguay se substituent au GATT et instituent l'Organisation mondiale du commerce.

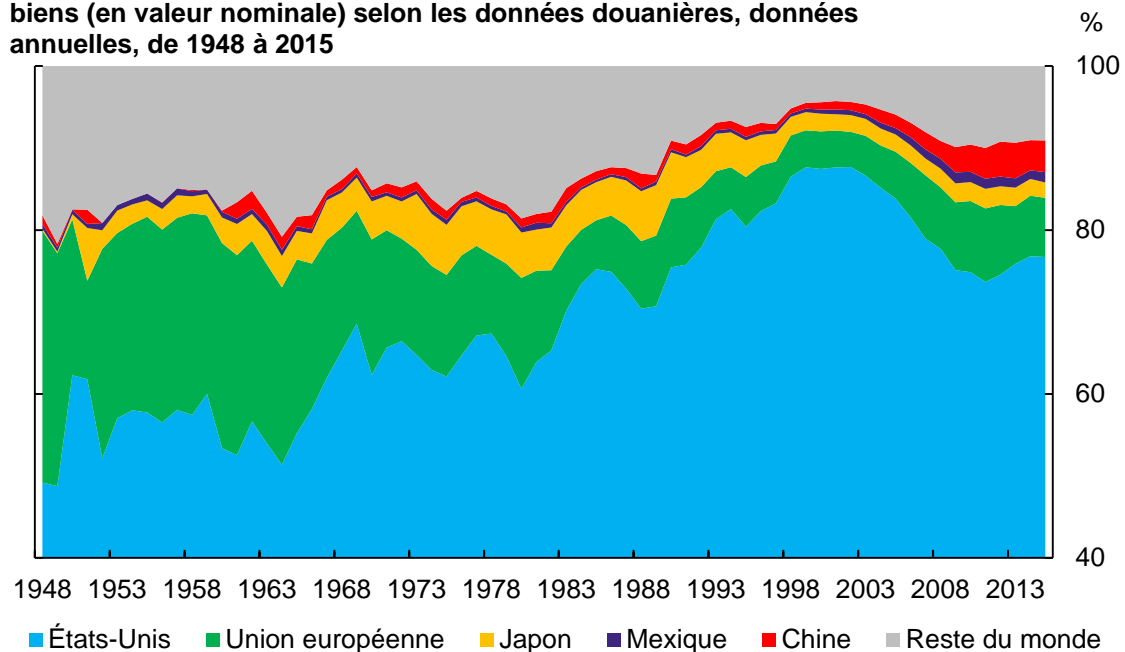
⁶ Plus du quart de cette multiplication par sept des exportations entre 1948 et 1972 est attribuable à l'essor des exportations de la catégorie « véhicules, châssis et pièces » dans les années postérieures à 1964, ce qui souligne l'importance du Pacte de l'automobile pour les exportations canadiennes.

Le Pacte de l'automobile a libéralisé le commerce d'automobiles et de pièces entre les deux pays et garanti au Canada une part de la production automobile totale. Ainsi, l'industrie automobile canadienne a pu croître et gagner en efficacité, ce qui lui a permis d'exporter à grande échelle.

Voyons maintenant ce qu'il en est de nos partenaires commerciaux (**Graphique 4**). Ici encore, on constate la souplesse d'adaptation des exportations canadiennes en réaction à l'évolution du contexte.

Graphique 4 : Les destinations de nos exportations ont elles aussi évolué

Part des principaux partenaires commerciaux dans les exportations de biens (en valeur nominale) selon les données douanières, données annuelles, de 1948 à 2015



Sources : statistiques sur l'orientation des échanges du Fonds monétaire international et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

Dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, nos exportations étaient majoritairement destinées au Royaume-Uni et au reste de l'Europe, ainsi qu'aux États-Unis. On peut voir, dans le graphique, que les exportations à destination des États-Unis ont monté en flèche après l'entrée en vigueur du premier des accords signés dans le cadre du GATT, à la fin des années 1940, et que ce pays a gagné régulièrement en importance avec la signature des accords commerciaux ultérieurs. Les dernières décennies ont vu s'accroître les parts du Mexique et de la Chine dans les exportations canadiennes.

Même si les États-Unis demeurent aujourd'hui notre principal partenaire commercial – quelque 75 % de nos exportations y sont destinées – nos marchés sont maintenant plus diversifiés qu'il y a 15 ans.

Ces graphiques retracent, très succinctement il va sans dire, tout un pan de l'histoire canadienne. Trois conclusions importantes au sujet de l'évolution des exportations canadiennes s'en dégagent :

- premièrement, les exportations ont joué un rôle capital dans le développement économique du pays;
- deuxièmement, nous avons su nous adapter avec souplesse aux variations de la demande extérieure, aux chocs mondiaux, aux innovations technologiques et aux politiques commerciales;
- troisièmement, le développement de nouvelles exportations et de nouveaux marchés nous a permis de connaître un succès économique durable.

J'en viens maintenant plus en détail aux facteurs qui ont influé, plus récemment, sur nos exportations et à leurs conséquences économiques.

L'expérience récente : trois phases

La première phase : de 1988 à 2002 – libéralisation du commerce canado-américain

Le mouvement d'après-guerre de libéralisation du commerce s'est poursuivi à la faveur de la conclusion de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALECEU), en 1988, et de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en 1994. Un certain essoufflement avait marqué ce mouvement dans le cadre multilatéral du GATT, et la signature de deux nouveaux accords s'inscrivait dans une optique de maintien de la cadence à l'échelon régional⁷. Ces accords ont eu des effets importants sur nos exportations, qui se sont inscrites en forte hausse, tant en volume qu'en proportion du PIB (**Graphique 5**)⁸.

Dans les années 1990, les accords ont conféré au Canada un accès privilégié aux États-Unis et, partant, une plus forte exposition à cette économie (**Graphique 6**), alors qu'elle était l'une des plus dynamiques au monde (**Graphique 7**). Par ailleurs, durant cette même période, les prix relativement bas des produits de base ont entraîné un rajustement à la baisse de notre taux de change flexible, ce qui a stimulé l'expansion des exportations de biens manufacturés. Il en est résulté une croissance constante de la part des biens exportés vers les États-Unis, qui est passée de quelque 70 % en 1988 à un peu moins de 90 % en 2002.

Les biens hors produits de base ont connu la progression la plus marquée. Parmi ceux-ci, les machines et le matériel ont affiché la plus forte croissance, pendant

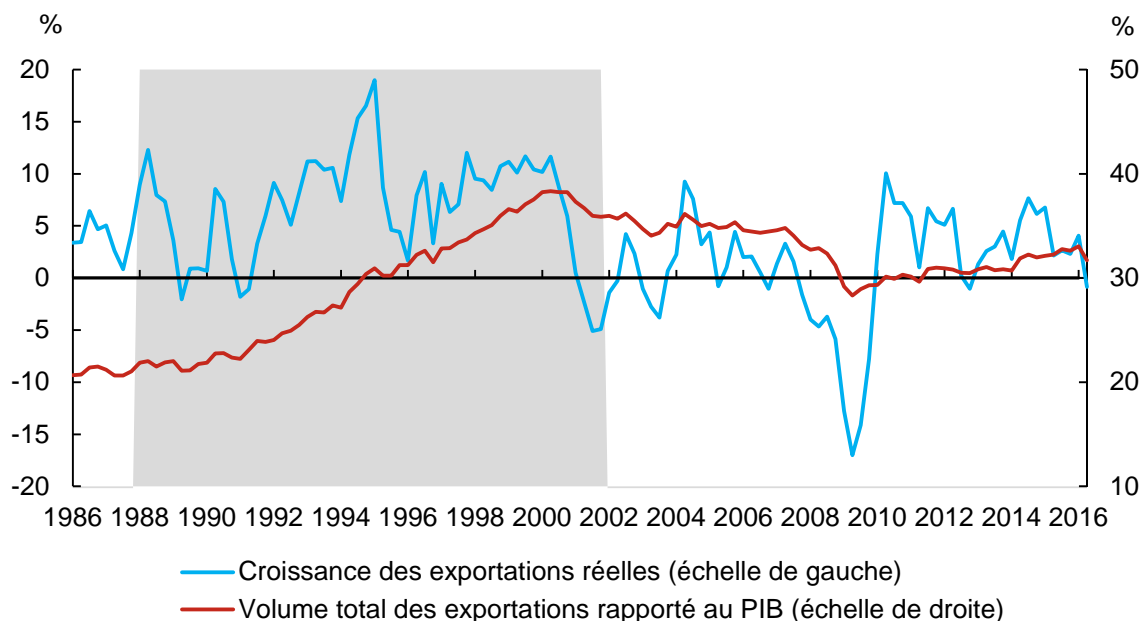
⁷ L'impulsion en faveur de la signature d'un accord de libre-échange avec les États-Unis est venue en partie d'un rapport de portée historique, celui de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, aussi connue sous le nom de Commission Macdonald.

⁸ Bien que la signature de l'ALECEU ait occasionné d'importants coûts d'ajustement à court terme et que certaines branches du secteur manufacturier se sont contractées et d'autres se sont développées, la productivité du travail s'est, dans l'ensemble, accrue dans le secteur manufacturier, le rendant mieux à même d'exporter. Voir à ce sujet l'étude de D. Trefler, *The Long and Short of the Canada-U.S. Free Trade Agreement*, consultable à l'adresse www-2.rotman.utoronto.ca/~dtrefler/papers/Trefler_aer_2004.pdf.

que les exportations de véhicules et de pièces automobiles, la catégorie de biens hors produits de base qui représente la plus grande proportion des exportations, enregistraient une progression plus faible du fait que la libéralisation des échanges avait déjà été étendue à ce secteur par la mise en œuvre du Pacte de l'automobile (**Graphique 8**). Les exportations de produits énergétiques ont aussi progressé rapidement, ces traités ayant facilité l'intégration du marché nord-américain de l'énergie. Nos exportations se sont ainsi diversifiées au cours des années 1990.

Graphique 5 : La période 1988-2002 – les exportations ont enregistré une forte croissance, tant en chiffres absolus qu'en proportion du PIB...

Part du PIB réel et exportations réelles, taux de variation en glissement annuel, données trimestrielles, de 1986T1 à 2016T2

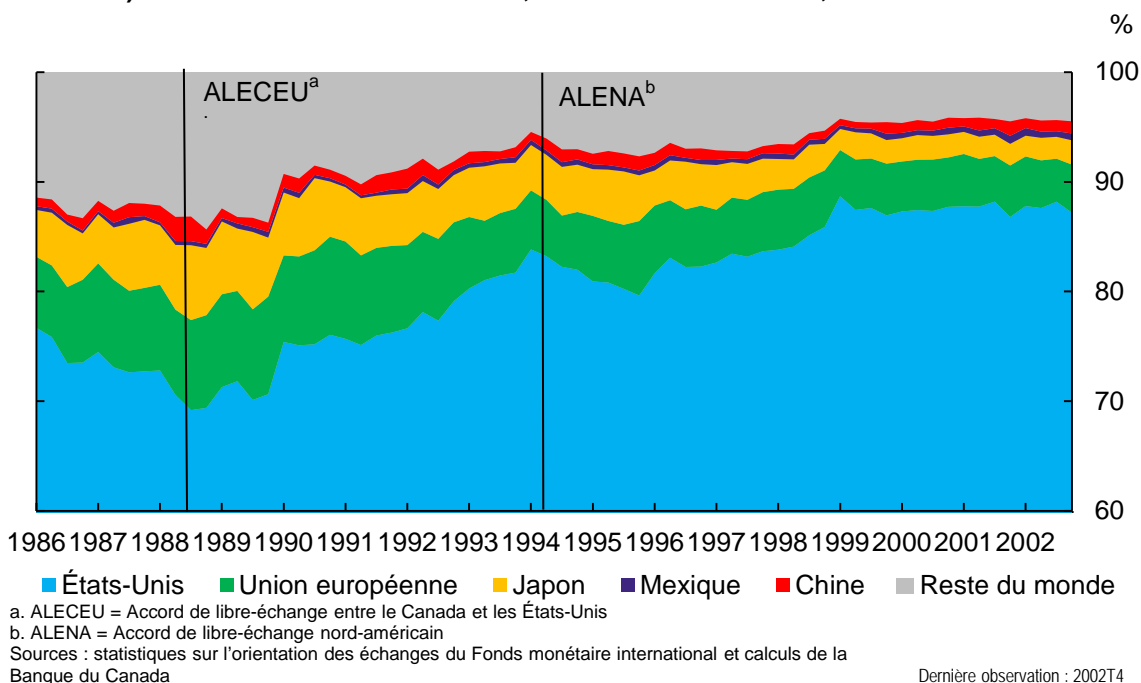


Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2016T2

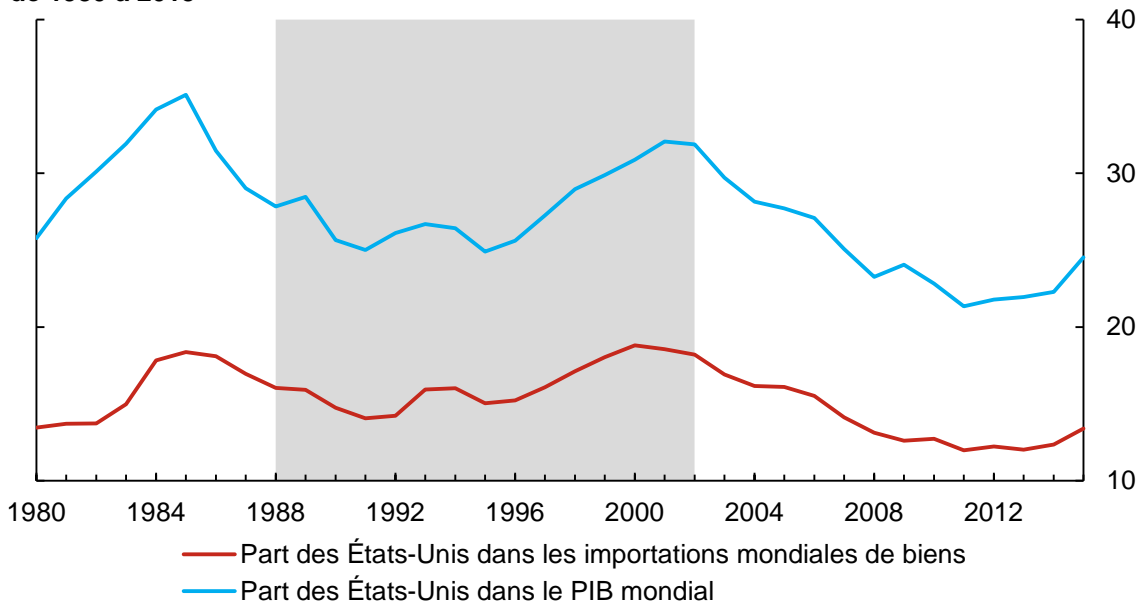
Graphique 6 : ... et l'exposition du Canada au marché américain s'est accrue

Part des principaux partenaires commerciaux dans les exportations de biens (en valeur nominale) selon les données douanières, données trimestrielles, de 1986T1 à 2002T4



Graphique 7 : Durant cette période, les États-Unis comptaient parmi les économies les plus dynamiques

Part des importations américaines de marchandises dans les importations mondiales (en valeur nominale) et part du PIB américain dans le PIB mondial, données annuelles, de 1980 à 2015

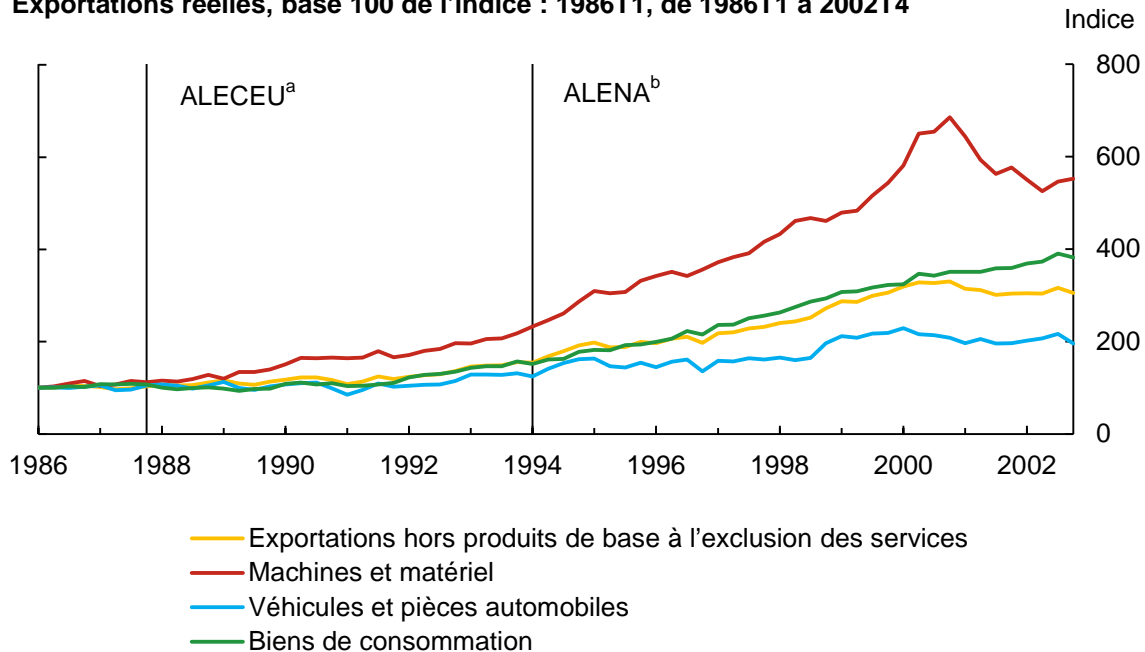


Sources : statistiques sur l'orientation des échanges et base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international, Haver Analytics et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

Graphique 8 : Parmi les exportations de biens hors produits de base, ce sont les machines et le matériel qui ont affiché la croissance la plus forte

Exportations réelles, base 100 de l'indice : 1986T1, de 1986T1 à 2002T4



a. ALECEU = Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis
b. ALENA = Accord de libre-échange nord-américain
Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2002T4

La deuxième phase : de 2002 à 2008 – entrée de la Chine

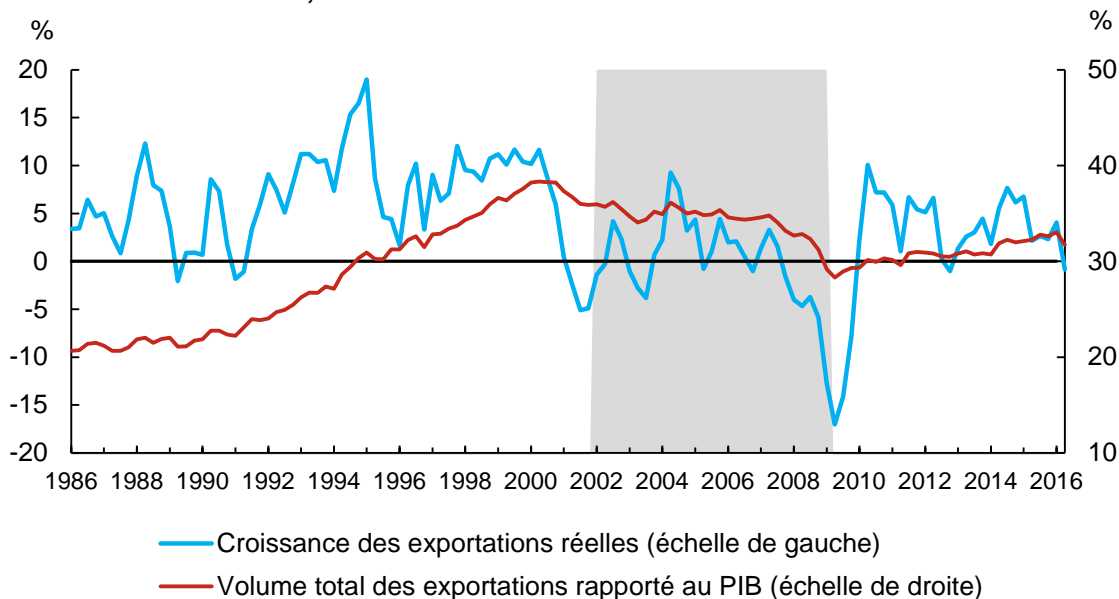
Peu après le début du nouveau millénaire, la Chine est entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui a eu des conséquences profondes pour le commerce international et les exportations canadiennes. Bien que l'on ait assisté à un ralentissement de la croissance des volumes exportés par rapport à la période antérieure, la valeur de nos exportations, principalement les produits de base, s'est considérablement accrue (**Graphique 9**).

La Chine s'est vite hissée au rang de puissance industrielle et exportatrice, et son urbanisation rapide a soumis à un important choc l'offre mondiale de biens manufacturés destinés à l'exportation. Et, ce qui est plus important pour le Canada, les mutations qui se sont opérées en Chine ont entraîné une forte augmentation de la demande mondiale de produits de base utilisés comme intrants dans le processus de production de biens manufacturés ainsi que dans la construction de logements, de systèmes de transport et d'autres infrastructures publiques (**Graphique 10**).

Ces chocs ont eu sur le Canada des conséquences économiques énormes. Le pays a bénéficié de la baisse du prix de ses importations en provenance de la Chine – qui a vu sa part des importations canadiennes passer de moins de 4 % en 2000 à plus de 12 % en 2015 – et du renchérissement de ses exportations de produits de base vers ce pays. Les hausses successives des prix des produits de base ont à leur tour entraîné une appréciation du dollar canadien (**Graphique 11**).

Graphique 9 : La période 2002-2008 – l'entrée de la Chine dans l'OMC a eu pour effet d'accroître la valeur des exportations canadiennes et de ralentir leur croissance en volume

Part du PIB réel et exportations réelles, taux de variation en glissement annuel, données trimestrielles, de 1986T1 à 2016T2

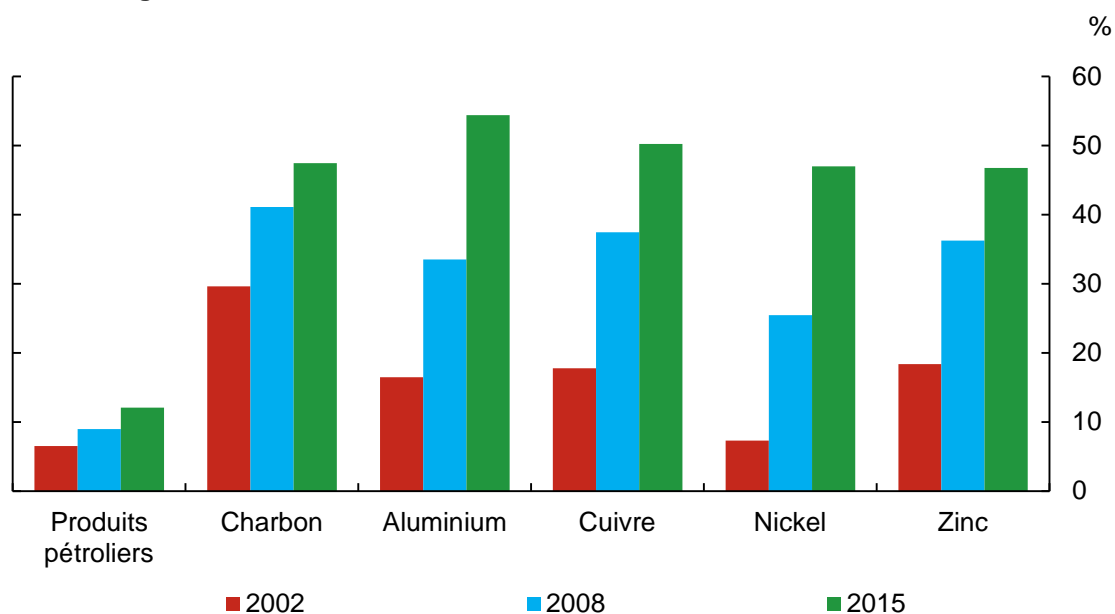


Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2016T2

Graphique 10 : La part de la Chine dans la consommation mondiale de ressources s'est accrue

Pourcentage de la consommation mondiale



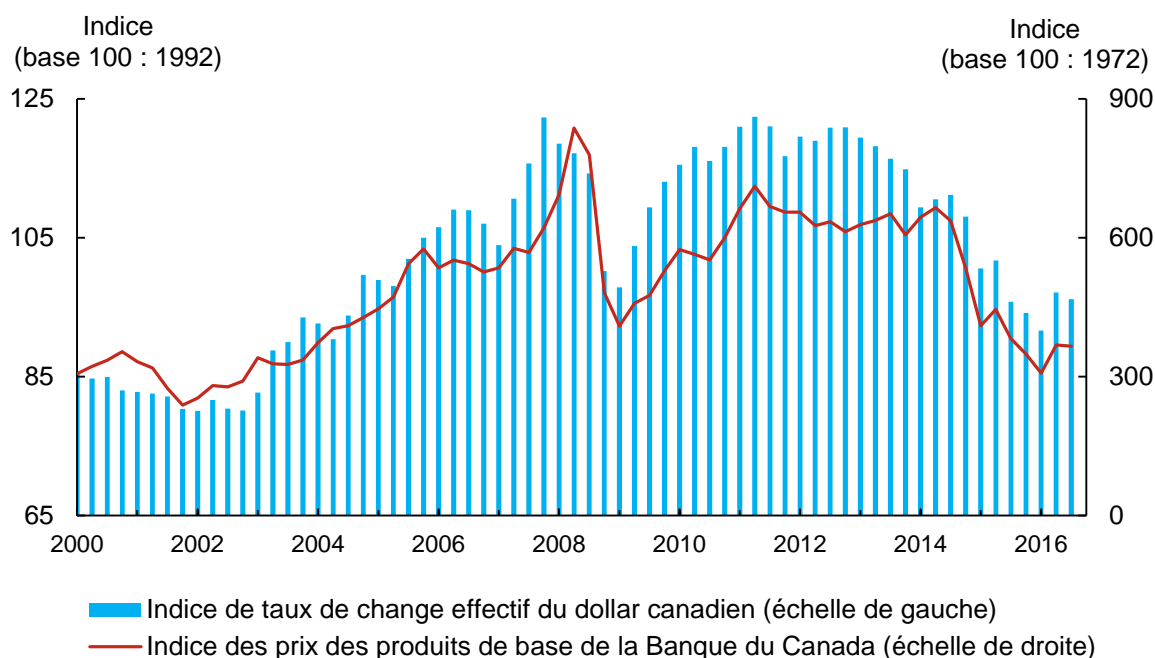
Nota : Les données les plus récentes sur la consommation de charbon remontent à 2012.

Sources : World Bureau of Metal Statistics, département de l'énergie des États-Unis et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

Graphique 11 : Les variations des cours des produits de base et de la valeur du dollar canadien ont été étroitement liées

Données trimestrielles, de 2000T1 à 2016T3



Source : calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2016T3

L'augmentation appréciable des cours des produits de base a entraîné une expansion des branches d'activité et des exportations du secteur canadien des ressources, particulièrement le pétrole et le gaz. La baisse des prix des importations et le raffermissement des prix des exportations ont donné lieu à une amélioration des termes de l'échange du Canada et à un relèvement de son revenu intérieur brut (RIB)⁹.

Toutefois, l'appréciation substantielle du dollar et une plus grande ouverture au commerce international de la part des économies émergentes ont donné lieu à d'importantes transformations structurelles touchant la nature des exportations canadiennes et leur destination¹⁰. La demande américaine d'importations croissait plus lentement que la demande mondiale, et les exportateurs canadiens ont perdu des parts du marché d'importation des États-Unis¹¹. Entre 2001 et

⁹ Entre 2001 et 2009, l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada a grimpé de 60,8 % (et l'indice des prix de l'énergie de l'institution, de 88,5 %). Cette hausse a contribué à une amélioration des termes de l'échange du Canada, entraînant une hausse de 7,4 % du RIB sur l'ensemble du cycle (de 2002 à 2012).

¹⁰ Par rapport à ceux des États-Unis, les coûts de main-d'œuvre du Canada ont augmenté de 45 % entre 2000 et 2007, en raison principalement de l'appréciation du dollar canadien. Voir D. de Munnik, J. Jacob, et W. Sze (2012), *The Evolution of Canada's Global Export Market Share*, document de travail n° 2012-31, Banque du Canada.

¹¹ La part des États-Unis dans les importations mondiales a décliné, pour passer de 18,6 % en 2001 à 14 % en 2007. Durant cette période, les importations mondiales affichaient une croissance annuelle moyenne de 14,4 %, comparativement à 9,3 % pour les importations américaines.

2009, le Canada a vu sa part des importations américaines de marchandises reculer de plus de 4 points de pourcentage. Le Canada rivalisait alors avec la Chine et d'autres pays émergents, non seulement aux États-Unis, mais aussi dans les marchés du monde entier.

Dans ce contexte de mutations s'opérant à l'échelle mondiale, les exportations canadiennes de biens ont dû prendre un nouveau tournant. La part des exportations du Canada destinées aux marchés émergents en croissance rapide a fortement augmenté, les exportations vers la Chine passant de 1 % en 2001 à un peu plus de 3 % en 2009. De 4 % en 2001, la part des exportations canadiennes destinées aux pays autres que le Japon, le Mexique, la Chine, les États-Unis et les pays de l'Union européenne a progressé pour atteindre 10 % en 2009.

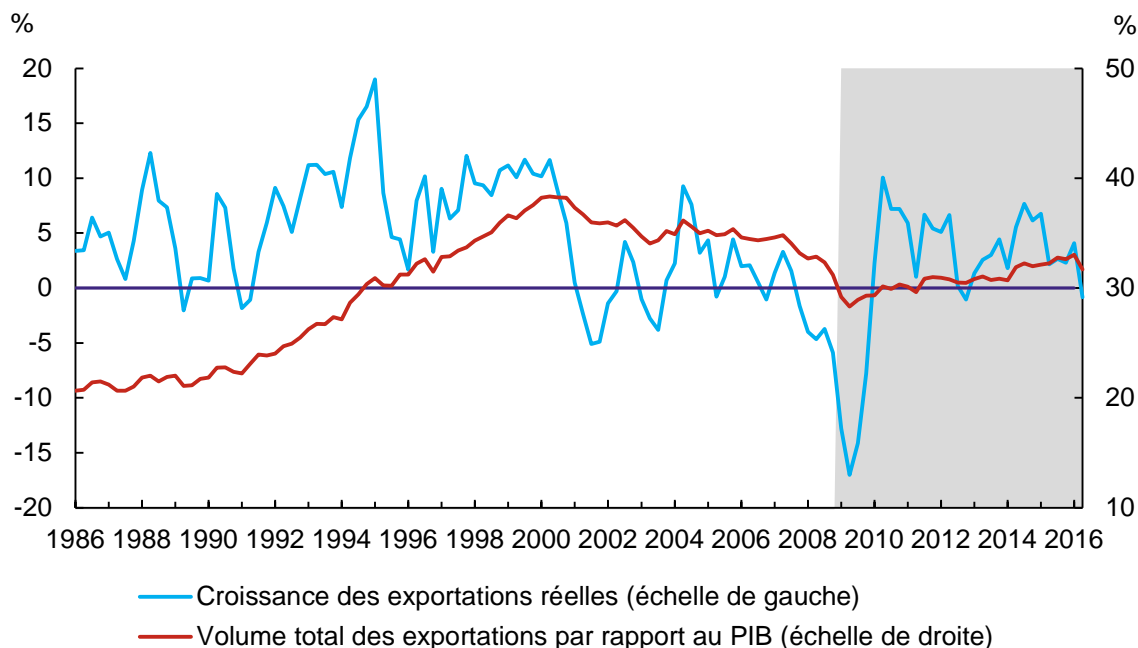
La troisième phase : de 2008 à 2016 – la Grande Récession et ses suites

L'expansion robuste de l'économie planétaire au cours de la décennie 2000 a connu une fin abrupte au moment de la crise financière mondiale de 2008-2009 et de la Grande Récession qui l'a suivie. Le commerce international et les exportations canadiennes se sont alors effondrés.

Étant donné l'ampleur du ralentissement économique, ce déclin des échanges internationaux et des exportations canadiennes était à prévoir. Ce qui est maintenant plus difficile à expliquer est la faiblesse de la reprise des exportations depuis 2012, surtout les exportations hors produits de base (**Graphique 12**).

Graphique 12 : La période 2008-2016 – les exportations canadiennes ont d'abord chuté et elles tardent à se redresser depuis la crise financière

Part du PIB réel et exportations réelles, taux de variation en glissement annuel, données trimestrielles, de 1986T1 à 2016T2



À l'échelle mondiale, les échanges ont été freinés par la lenteur du redressement de la demande, surtout aux États-Unis et dans d'autres économies avancées¹². Le ratio commerce-production pour l'ensemble du globe n'augmente plus au rythme d'avant la crise. À cette époque, le commerce international croissait deux fois plus rapidement que le PIB mondial alors que, plus récemment, le ratio commerce-production est resté essentiellement stable (**Graphique 13**). Certaines explications à ce revirement ont été avancées et elles aident aussi à comprendre les résultats récents du Canada au chapitre des exportations.

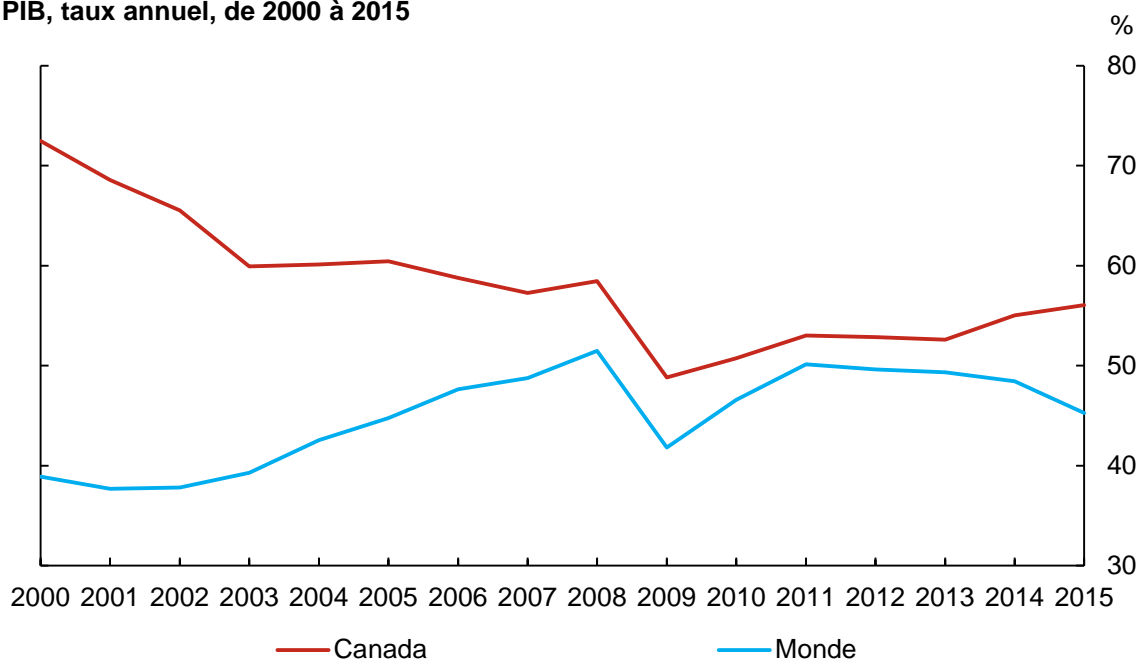
Tout d'abord, la composition de la demande mondiale a changé. La part des investissements des entreprises, lesquels comportent une forte intensité de biens échangeables, a décliné. La progression plus lente que prévu des exportations canadiennes s'explique en bonne partie par la faiblesse de la reprise des investissements des entreprises et de l'investissement résidentiel aux États-Unis. Trouver une explication à cette atonie généralisée de la croissance des investissements des entreprises à l'échelle mondiale est également une tâche épineuse. L'explication la plus convaincante est cependant que cette faiblesse est attribuable à l'effet conjugué d'une incertitude accrue – à l'égard surtout du profil de croissance de la demande – aggravée par des événements politiques et d'une aversion prononcée pour le risque de la part des entreprises au sortir de la Grande Récession¹³.

¹² Plusieurs explications de ce lent redressement de l'économie mondiale ont été avancées. Mentionnons entre autres les arguments bien connus de Reinhart et Rogoff, selon qui les reprises qui succèdent à une crise financière sont généralement beaucoup plus faibles parce que le système financier en ressort fragilisé et qu'une réduction du levier financier s'impose alors. S'ajoute à cela le fait qu'une série de chocs défavorables majeurs, notamment la crise de la zone euro, ont contribué à l'atonie de la reprise. Voir C. Reinhart et K. Rogoff (2009), *This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.

¹³ Pour une analyse récente du climat d'aversion prononcée au risque et d'incertitude accrue, voir : A. Haldane (2015), *Stuck*, discours prononcé à l'Université ouverte, Londres (Angleterre), Banque d'Angleterre, 30 juin; et M. Carney (2016), *Uncertainty, the Economy and Policy*, discours prononcé à la Court Room de la Banque d'Angleterre, 30 juin. Parmi les autres explications, notons la croissance tendancielle plus lente que prévu, particulièrement dans les économies avancées, et une transition dans ces pays vers une production exigeant moins d'investissements en immobilisations corporelles, soit la forme traditionnelle d'investissement des entreprises.

Graphique 13 : Depuis la Grande Récession, le commerce international rapporté au PIB a stagné

Valeur nominale des importations et exportations de biens, en pourcentage du PIB, taux annuel, de 2000 à 2015



Sources : Fonds monétaire international, Haver Analytics et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

La deuxième explication de la faiblesse récente de la croissance du commerce international est que depuis peu la libéralisation des échanges progresse moins rapidement, voire recule. Bien entendu, l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 est une avancée qui ne pourra se répéter. Il reste que, depuis la crise, l'OMC a relevé une hausse inquiétante des mesures protectionnistes¹⁴. En ce qui concerne les exportateurs canadiens, leurs inquiétudes les plus notables selon nos enquêtes concernent les politiques américaines privilégiant les achats intérieurs (« Buy American »).

La troisième explication est l'incidence décroissante des chaînes de valeur mondiales. L'amélioration des technologies logistiques a favorisé un accroissement de la spécialisation de la production et du commerce transfrontalier d'intrants intermédiaires. Cette incidence décroissante s'observe plus particulièrement en Chine, ce pays ayant commencé à progresser dans la

¹⁴ Selon l'OMC, de la mi-octobre 2015 à la mi-mai 2016, les économies du G20 ont mis en œuvre 145 nouvelles mesures de restriction des échanges, soit une moyenne de presque 21 mesures par mois. Depuis 2009, les pays du G20 ont imposé au total 1 583 mesures restrictives. Voir Organisation mondiale du commerce (2016), *Report on G20 Trade Measures: Mid-October 2015 to Mid-May 2016*, 21 juin. Voir aussi S. S. Poloz (2016), *Un nouveau point d'équilibre : commerce international, productivité et croissance économique*, discours prononcé devant l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières et la Securities Industry and Financial Markets Association, New York (New York), 26 avril.

chaîne de valeur et à produire lui-même des biens intermédiaires au lieu de les importer¹⁵.

Du côté des facteurs propres au Canada ayant ralenti nos exportations dans la foulée de la Grande Récession, le plus important est lié à notre capacité de production et d'exportation de biens hors produits de base, qui représentent environ 60 % des exportations canadiennes depuis la crise financière. Le reste se répartit entre les produits de base énergétiques et non énergétiques.

Nos exportations de biens ont grandement souffert du déclin marqué de la demande mondiale durant la Grande Récession. Les exportations canadiennes hors produits de base ont été plus durement touchées que lors de toute autre récession de l'après-guerre, chutant d'environ 17 % entre le troisième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009¹⁶. Une grande partie de cette diminution est imputable à l'arrêt d'une part considérable des activités de production dans le secteur automobile canadien¹⁷. De plus, entre le sommet de 2008 et le creux de 2010, le nombre d'exportateurs a diminué de presque 20 %, ce qui représente près de 9 000 entreprises de moins¹⁸.

Ce choc touchant les exportations hors produits de base a aggravé une tendance déjà présente, et dont il a été question dans la section précédente, à savoir la perte de parts du marché américain par le Canada, attribuable à l'appréciation du huard, à une croissance relativement faible de la productivité de la main-d'œuvre et à l'entrée en jeu de nouveaux exportateurs. Selon les résultats de nos enquêtes, les entreprises ont également fait état de l'infrastructure déficiente, de l'incertitude quant à la réglementation, et des coûts d'électricité relativement élevés. Tous ces défis sur le plan de la compétitivité des exportations donnent à penser que le manque à gagner des exportations pourrait être plus persistant que la Banque le pensait.

Tandis que des pays, notamment la Chine, le Mexique et d'autres économies émergentes, ont vu augmenter leurs exportations hors produits de base destinées aux États-Unis ces quinze dernières années, les exportations canadiennes nominales n'ont essentiellement pas progressé (**Graphique 14**). La perte de parts de marché des exportations canadiennes de biens hors produits de base aux États-Unis a été particulièrement concentrée dans les véhicules et

¹⁵ Les entreprises canadiennes ont elles aussi noté une réduction de leur utilisation de biens intermédiaires importés.

¹⁶ Autour du quart des sous-secteurs des biens hors énergie (c'est-à-dire environ 500 sur un total de 2 000) ont vu leurs exportations fléchir de plus de 75 % depuis 2000. Voir A. Binette, D. de Munnik et J. Melanson (2015), *An Update – Canadian Non-Energy Exports: Past Performance and Future Prospects*, document d'analyse du personnel n° 2015-10, Banque du Canada.

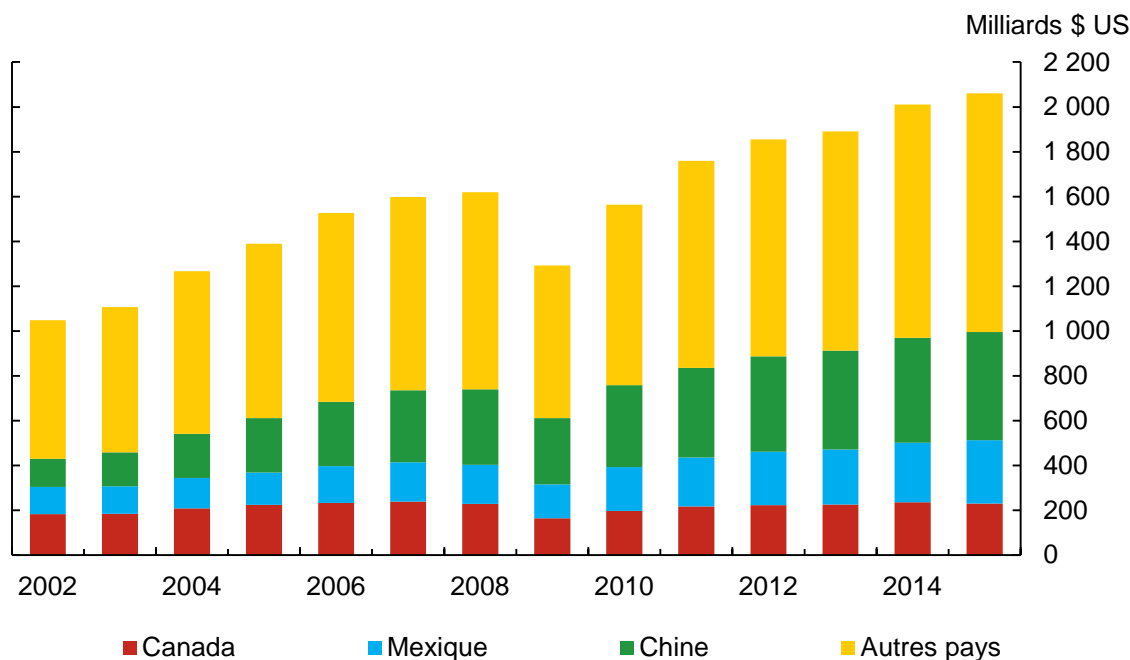
¹⁷ Entre le sommet et le creux du cycle, la production du secteur automobile canadien a accusé un repli de 70 %. Voir S. S. Poloz (2013), *La reconstruction : restaurer la confiance des entreprises au Canada*, discours prononcé devant la Chambre de commerce d'Oakville, Burlington (Ontario), 19 juin.

¹⁸ T. Macklem (2013), *La croissance mondiale et les perspectives des exportations canadiennes*, discours prononcé devant l'Economic Club of Canada, Toronto (Ontario), 1^{er} octobre.

pièces automobiles, secteur dont le Canada a été historiquement un joueur important¹⁹.

Graphique 14 : Les importations américaines de biens non énergétiques en provenance du Canada ont stagné par rapport à celles issues d'autres pays

Valeur nominale des importations américaines par pays, données annuelles



Sources : Bureau du recensement des États-Unis, Haver Analytics et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

Ces pertes considérables de parts de marché aux États-Unis et le recul de la capacité de production qui en est résulté offrent une explication convaincante de la faiblesse de la reprise des exportations de biens hors produits de base par rapport à ce qui a été observé par le passé. Plus particulièrement, il est fort probable que cette situation ait généré des effets d'hystérèse, en d'autres termes des conséquences défavorables très persistantes. Dans de telles circonstances, les entreprises canadiennes ne seront incitées à réintégrer ces marchés d'exportation et à assumer les coûts irrécupérables associés aux investissements nécessaires à l'accroissement de leur capacité de production que lorsque les perspectives concernant la demande mondiale et américaine seront beaucoup plus encourageantes qu'elles ne le sont à l'heure actuelle²⁰.

En ce qui concerne les exportations de produits de base, les prix de ces produits et le dollar canadien ont nettement fléchi durant la Grande Récession, mais ils

¹⁹ Les produits forestiers ont aussi perdu des parts de marché non négligeables. Ces pertes ont eu lieu de 2002 à 2014, bien qu'elles se soient accélérées avant et durant la crise. Pour de plus amples renseignements, voir R. Barnett et K. Charbonneau (2015), *Decomposing Movements in U.S. Non-Energy Import Market Shares*, document d'analyse du personnel n° 2015-5, Banque du Canada.

²⁰ Pour de plus amples renseignements sur l'hystérèse dans les échanges, voir R. Baldwin et P. Krugman (1989), « Persistent Trade Effects of Large Exchange Rate Shocks », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 104, n° 4, p. 635-654.

ont rebondi assez rapidement par la suite, à la faveur de la solide reprise de la demande chinoise. Le rebond de la production et des exportations de produits de base a contribué à protéger le Canada des pires répercussions de la récession.

Toutefois, ce vif redressement des prix des produits de base et des exportations qui a suivi la crise a contribué à masquer l'incidence sur l'économie canadienne du ralentissement du commerce international ainsi que des pertes de capacités d'exportation et de parts de marché des exportations hors produits de base. L'effondrement des cours des produits de base survenu en 2014 a exposé ces faiblesses structurelles, qui freinent maintenant lourdement la reprise des exportations canadiennes.

Le choc des prix des produits de base et les perspectives des exportations canadiennes

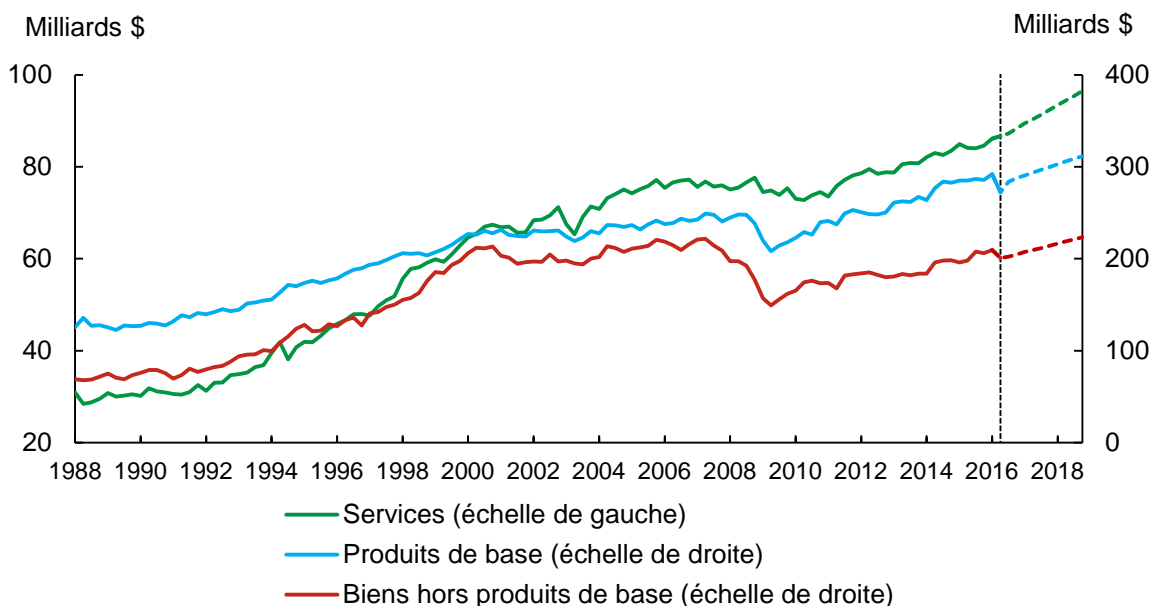
La chute des cours des produits de base et la dépréciation du dollar canadien qui l'a accompagnée ont déclenché un ajustement complexe au sein de l'économie canadienne. C'est pourquoi l'environnement des exportations est encore une fois en mutation. Le poids économique du secteur canadien des ressources s'amenuise, à mesure que s'opère la redistribution des investissements et de l'emploi vers le secteur hors ressources. Selon nos simulations, les produits de base pourraient constituer environ 40 % des exportations totales du Canada en 2020, une baisse par rapport à la part de 50 % qu'ils représentaient en 2014²¹.

Par ailleurs, la dépréciation du dollar canadien (**Graphique 11**) a facilité le processus d'ajustement en stimulant la demande d'exportations canadiennes hors produits de base et de certains substituts produits au pays qui concurrencent les importations (**Graphique 15**). Par exemple, les exportations de produits pharmaceutiques et médicaux, de meubles et accessoires d'ameublement ainsi que de machines et matériel affichent une solide croissance depuis le début de la baisse du taux de change.

²¹ L. Patterson (2016), *L'ajustement à la chute des prix des produits de base : une étape à la fois*, discours prononcé devant la Chambre de commerce d'Edmonton, Edmonton (Alberta), 30 mars.

Graphique 15 : Les exportations réelles devraient continuer de s'accroître

En milliards de dollars enchaînés de 2007, données trimestrielles



Sources : Statistique Canada et calculs et projections de la Banque du Canada

Dernière observation : 2016T2

Perspectives des exportations canadiennes

Pour ce qui est de l'avenir, les exportations canadiennes seront dynamisées par le regain de vigueur de l'économie américaine. Aux États-Unis, la croissance sera stimulée par la hausse de l'emploi, des revenus des ménages et de la demande privée, même si la composition de la demande américaine devrait être un peu moins favorable aux exportations canadiennes. Compte tenu de cette situation, la Banque a revu à la baisse ses projections de croissance dans la livraison d'octobre de son *Rapport sur la politique monétaire*, surtout en ce qui a trait aux exportations de biens. L'institution s'attend à ce qu'aux États-Unis, les investissements des entreprises et l'investissement résidentiel connaissent une croissance plus lente qu'elle ne l'avait projeté plus tôt cette année. De plus, comme les exportations de biens ont affiché une mauvaise tenue – leur niveau étant resté essentiellement inchangé au cours de la dernière année – il est probable que des facteurs structurels, dont la perte de capacité exportatrice et les défis sur le plan de la compétitivité, ont une incidence plus prononcée. Nos recherches sur cette question se poursuivent. Autre facteur pertinent : bien que le dollar canadien se soit déprécié par rapport au dollar américain ces dernières années, l'accroissement de la compétitivité des exportations canadiennes est moindre qu'escompté, car les concurrents qui se disputent une part du marché

des États-Unis ont également connu une dépréciation considérable de leur monnaie, plus prononcée dans certains cas que celle du huard²².

Nous savons également par expérience que l'économie du pays est flexible et qu'elle peut changer de cap de manière à redonner de la vigueur aux exportations et à diversifier ces dernières. Bien que la Banque ait revu ses projections relatives aux exportations de biens, elle entrevoit encore des perspectives de croissance encourageantes concernant la production et l'exportation de services. Il s'agit d'un élément important de nos perspectives économiques. Les services financiers, les services de gestion, les services d'ingénierie, les services informatiques et d'information, ainsi que les services de voyage et de transport représentent actuellement autour de 15 % des exportations canadiennes (**Graphique 16**). Il est à noter que la part qu'occupent les produits manufacturés dans les exportations du Canada est en diminution depuis 2000, tandis que la part que représentent les services²³ est en augmentation. Plus particulièrement, les entreprises du secteur des technologies de l'information qui vendent des solutions d'affaires, des logiciels et des services de divertissement profitent d'une demande étrangère forte²⁴.

L'expansion de la production et des exportations de services au Canada et dans d'autres économies avancées est attribuable à un certain nombre d'évolutions, dont la tendance à l'impartition de la fourniture de services uniformisés²⁵. Parmi les autres facteurs qui contribuent à la croissance des exportations de services, mentionnons les percées technologiques, surtout celles liées au développement du Web et à l'essor de l'économie numérique, et l'évolution des préférences vers la consommation de services, à mesure que les ménages s'enrichissent et dépensent une part accrue de leurs revenus dans, entre autres, les services d'éducation, de santé et de voyage.

²² C'est ce que montre l'indice de taux de change effectif du dollar canadien. Voir R. Barnett, K. Charbonneau et G. Poulin-Bellisle (2016), *A New Measure of the Canadian Effective Exchange Rate*, document d'analyse du personnel n° 2016-1, Banque du Canada.

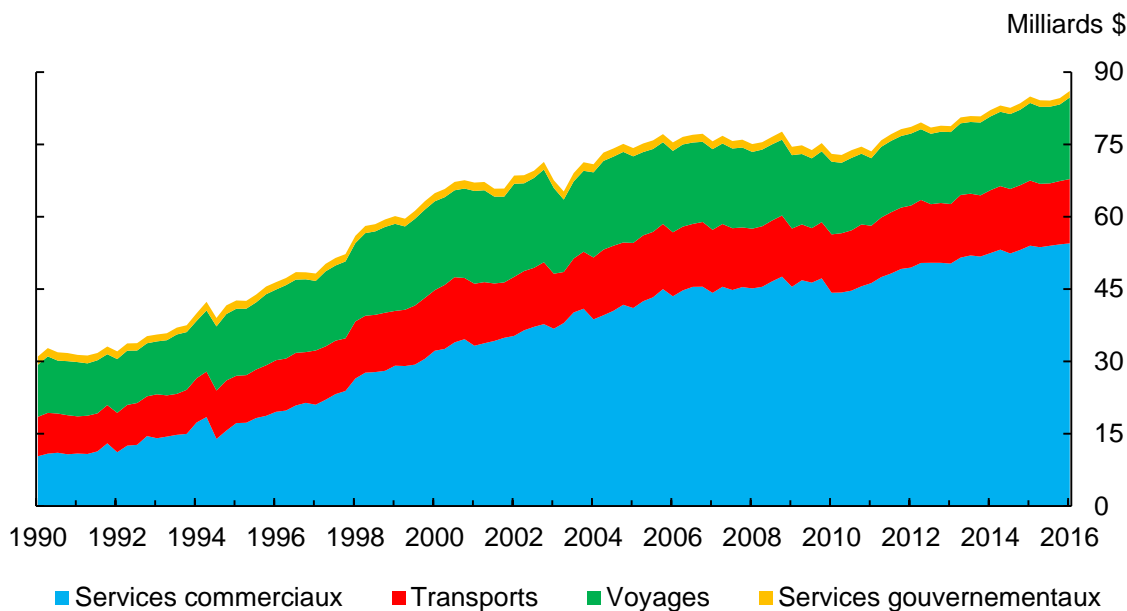
²³ Cette dernière est fort probablement sous-estimée, car il est difficile de mesurer l'activité dans le secteur des services. Par exemple, les services entrant dans la fabrication de biens ne sont pas comptabilisés comme des services dans les statistiques officielles sur le commerce. Voir J. Palladini (2015), *Good Service Is Good Business: How Services Add Value to Canadian Goods Exports*, Conference Board du Canada, septembre.

²⁴ On trouvera dans le site Web de la Banque les résultats de l'enquête menée récemment par l'institution auprès des entreprises de ce secteur. Voir W. Dong, J. Fudurich et L. Suchanek (2016), *The Digital Economy – Insight from a Special Survey with IT Service Exporters*, document d'analyse du personnel n° 2016-21, Banque du Canada.

²⁵ L'impartition de la fourniture de services est inhérente au progrès économique : à mesure que les économies et les entreprises croissent et se complexifient, ces dernières sont fortement incitées à se spécialiser davantage dans leurs principaux secteurs d'activité. Ainsi, des services qui étaient auparavant fournis en interne sont impartis à des entreprises qui se spécialisent dans la production de ceux-ci. Ces sous-traitants sont, par conséquent, en mesure d'offrir ces services de manière plus efficace. La paye, la comptabilité et les technologies de l'information sont de bons exemples de services pouvant être impartis.

Graphique 16 : Les exportations de services ont augmenté de façon soutenue

En milliards de dollars enchaînés de 2007, données trimestrielles, de 1990T1 à 2016T2



Source : Statistique Canada

Dernière observation : 2016T2

Étant donné que la production d'un grand nombre de ces services exige une utilisation intensive de main-d'œuvre spécialisée, le Canada est en bonne position pour fournir et exporter ces services. Autre élément important : comme les coûts de transport et de livraison sont généralement moins élevés dans le cas des services échangeables que dans celui des biens, il est habituellement possible d'en vendre à une clientèle plus diversifiée sur le plan géographique. Par exemple, les produits Web peuvent être livrés aux clients par voie électronique. C'est pourquoi les exportations de services du Canada bénéficient d'une dispersion géographique plus grande que ses exportations de biens (**Graphique 17**). Plus précisément, si une part appréciable des exportations canadiennes de services est destinée aux États-Unis, un volume non négligeable est aussi dirigé vers d'autres économies avancées et des pays émergents.

Les services commerciaux offerts à des entreprises affiliées sont une branche des exportations de services qui connaît une forte croissance. Il peut s'agir tant d'exportations d'une filiale établie au Canada vers sa société mère à l'étranger que d'une société mère située au Canada vers une filiale à l'étranger. Ce second cas est de plus en plus courant, les entreprises canadiennes délocalisant leurs activités qui nécessitent moins de compétences spécialisées (p. ex., l'assemblage) dans des pays à bas salaires et conservant les activités qui exigent une main-d'œuvre hautement qualifiée (conception de produits, marketing, gestion, etc.) au sein de la société mère établie au Canada.

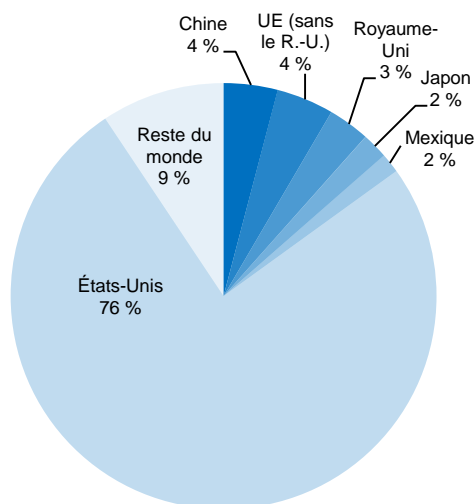
Comme la production de services est une activité à forte intensité de main-d'œuvre, les variations du taux de change peuvent avoir des effets considérables sur les coûts de production relatifs. L'exemple le plus probant est le secteur des

services de voyage, dont les exportations nettes sont très sensibles au taux de change.

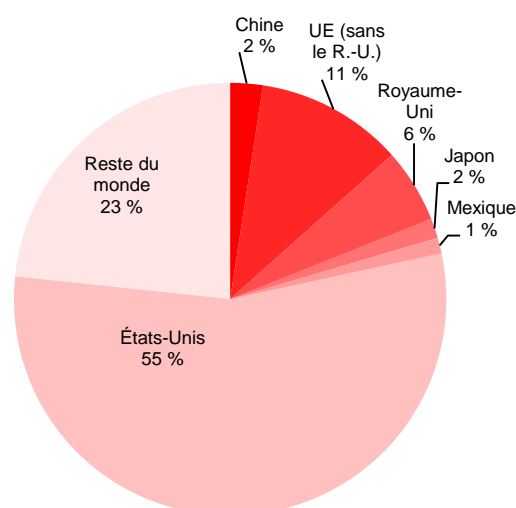
Au final, étant donné que la Banque prévoit que la croissance de l'économie américaine et de l'économie mondiale se redressera, que le taux de change demeurera plus bas et stable, et que les progrès technologiques se poursuivront, particulièrement en ce qui a trait à l'économie numérique, les services joueront un rôle de plus en plus important dans la croissance des exportations canadiennes.

Graphique 17 : Les destinations des exportations de services sont plus diversifiées que celles des exportations de biens

Part des exportations de biens (en valeur nominale), par destination, en 2015



Part des exportations de services (en valeur nominale), par destination, en 2015



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2015

Conclusion

Permettez-moi de conclure.

Bien que les exportations aient apporté une contribution notable à la croissance économique durant la phase de reprise actuelle, nous avons constamment revu à la baisse nos prévisions quant à leur contribution future, ainsi que nous l'avons fait une fois de plus en octobre, et ce, pour deux raisons importantes, liées entre elles. Premièrement, la reprise de la demande mondiale a déçu les attentes maintes et maintes fois, sous l'effet du désendettement en cours dans les secteurs public et privé aux États-Unis et en Europe et de nombreux chocs défavorables de nature tant politique qu'économique, ce qui n'a fait qu'accroître l'incertitude. Deuxièmement, les défis structurels sur les plans de la capacité exportatrice et de la compétitivité, que nous avons abordés, ont eu une incidence à la fois plus persistante et plus marquée que prévu sur les exportations canadiennes.

L'important choc économique mondial qu'est l'effondrement du prix du pétrole et d'autres produits de base depuis 2014 a beaucoup pesé sur notre projection pour ce qui est du profil d'évolution des exportations. L'ajustement de l'économie canadienne à ce choc progresse, alors que l'activité dans le secteur de l'énergie

semble sur le point de toucher le fond. La baisse du dollar a favorisé la transition des exportations du secteur des ressources vers le reste de l'économie, mais elle a pour l'essentiel déjà fait sentir ses effets sur la croissance de l'ensemble des exportations.

En ce qui concerne l'avenir, il y a de bonnes raisons de croire que les exportations canadiennes continueront de s'améliorer, à mesure que les économies américaine et mondiale gagneront en vigueur.

Je vais maintenant vous laisser sur ces trois messages clés :

1. Premièrement, tout au long de l'histoire du pays, l'économie canadienne a été en mesure de s'adapter et de réagir de manière flexible à des facteurs externes de grande ampleur, semblables à ceux avec lesquels elle a dû composer récemment, et de maintenir la contribution importante des exportations à la prospérité économique du Canada.
2. Deuxièmement, cette capacité d'ajustement devrait être maintenue, car les échanges du Canada sont largement tributaires des forces du marché et s'appuient sur de solides institutions politiques et juridiques ainsi que sur des politiques économiques durables, notamment le cadre de conduite de la politique monétaire de la Banque, lequel repose sur une cible de maîtrise de l'inflation et un taux de change flexible. Ces institutions et ces politiques procurent un environnement stable, favorable à l'ingéniosité, à l'innovation et aux investissements des Canadiens.
3. Troisièmement, l'attachement du Canada à la libéralisation des échanges dans l'après-guerre a ouvert la voie à ses exportations, a rendu sa production plus efficiente, et a favorisé la croissance de l'économie et de l'emploi ainsi que la hausse du niveau de vie de sa population. Cela dit, de nouveaux accords commerciaux peuvent s'accompagner de coûts d'ajustement pour certaines entreprises et leurs employés, et il incombe alors aux décideurs publics de contribuer à amortir le choc de la transition en veillant à la mise en place de filets de sécurité sociale adéquats pour les travailleurs et en facilitant le recyclage professionnel et la réinstallation de ces derniers. Bien que nous soyons attentifs à ces préoccupations, notre détermination à l'égard de la libéralisation du commerce doit demeurer aussi ferme que par le passé. Les efforts de libéralisation des échanges tant extérieurs qu'intérieurs doivent se poursuivre sans relâche. Le nouvel accord commercial signé avec l'Union européenne permettra de soutenir la croissance, tout comme le Partenariat transpacifique, si celui-ci devait finir par entrer en vigueur.

Le Canada jouit d'une des économies à vocation exportatrice les plus diversifiées au monde. L'économie mondiale expose notre pays aux chocs, mais lui offre aussi une foule de possibilités. Historiquement, les exportateurs canadiens ont su relever les défis et saisir les occasions qui se sont présentées. Nous devrions avoir la conviction profonde que les navires continueront de quitter le port d'Halifax chargés de biens et de produits de base canadiens et que les clients de par le monde ne cesseront d'apprécier nos services.